

l'Actu

Le journal de l'équipe présidentielle

N° 1
janvier
2007

Dans ce numéro

- **BUDGET**
- **CAMPAGNE D'HABILITATION**
- **INSÉCURITÉ**
- **PATRIMOINE**
- **PRES**



L'équipe présidentielle vous propose l'Actu, son journal électronique de communication à l'attention des personnels. Le président, les vice-présidents, les rapporteurs et les chargés de mission vous présenteront les dossiers importants en cours, leurs projets et surtout l'esprit qui anime leur travail au quotidien.

Dans ce premier numéro de l'Actu, le président Daniel FILÂTRE nous convie à faire le point sur les dossiers en cours, sur les récents événements qui ont marqué notre vie universitaire.

■ BUDGET

Il y va de notre responsabilité budgétaire, c'est-à-dire de notre autonomie universitaire.

La préparation du budget 2007 atteint sa phase finale.

Le 28 novembre dernier, sa présentation devant le conseil d'administration a été marquée par un vote négatif.

Est-ce une sanction de votre politique ?

Les conseillers ont exprimé une conviction que je partage profondément. On ne peut pas construire un budget basé sur des convictions fortes (gestion des postes, politique d'attribution des heures, moyens nécessaires au développement) si, parallèlement, une université publique comme la nôtre n'a pas un soutien sérieux des pouvoirs publics, Etat, Ministère...

Je n'ai pas été surpris par ce vote que j'ai plutôt considéré comme l'expression d'une réserve. Il ne faut pas oublier d'abord l'excellent travail de la commission des finances et la richesse du débat au sein de notre CA, témoin de l'intérêt politique des membres du conseil. Une motion a été votée, rédigée par une intersyndicale étoffée. Elle appelle solennellement les pouvoirs publics à renforcer leur soutien à notre établissement, elle mandate le président pour obtenir de meilleurs moyens. Mais en même temps, cette motion confirme la qualité de gestion de l'équipe présidentielle. Je n'ai donc pas considéré que ce vote était un vote de désaveu, mais une étape nécessaire dont je reconnais l'importance.

Quelle a été votre action ?

D'abord, dès le lendemain du vote du CA, j'ai adressé un courrier solennel à la Direction générale de l'Enseignement supérieur, en indiquant le sens de ce vote. Je ne vous cacherai pas que le Ministère a été surpris, compte tenu de l'effort qu'il avait, de son point de vue, accordé à l'établissement. De l'autre, je crois qu'il a entendu le fait que le président et son équipe poursuivaient l'effort de gestion nécessaire.

Un dossier est également parti appuyant notre demande d'augmentation de la Dotation Globale de Fonctionnement

(DGF) et demandant une compensation des transferts de charges auxquels nous avons à faire face. En même temps, je me suis adressé à la presse pour faire état de l'urgence d'une loi de programmation pour les universités, notamment dans notre secteur Lettres, Langues Arts, et Sciences Humaines et Sociales (SHS).

Peut-on espérer un soutien de notre Ministère de tutelle ?

Le budget que nous avons présenté n'était pas un budget global. Il ne comprend pas les salaires des fonctionnaires affectés à l'établissement. Or, pour 2007, nous avons obtenu la création de 5 emplois d'enseignants-chercheurs et de 4 IATOS, ce qui n'est pas rien notamment en termes financiers et nous place parmi les universités les mieux dotées en postes nouveaux pour l'année à venir. Enfin, je crois que les conseillers dans leur vote ont hésité à soutenir la proposition budgétaire qui leur était faite, parce que nous n'étions pas capables de donner encore ce jour-là des indications claires sur le nouveau contrat d'établissement. Aujourd'hui, nous avons plusieurs réponses définitives. Tout d'abord, l'augmentation de la DGF a été arrêtée. Elle se porte à 300 000 €, soit la plus forte augmentation en valeur accordée aux universités pour l'année 2007.

Je crois qu'il s'agit d'un signe important et que, compte tenu des moyens dont disposait la Direction générale de l'Enseignement supérieur pour 2007, nous avons été relativement bien dotés. Le 18 décembre, ont commencé les négociations du contrat d'établissement 2007-2010 avec le Ministère. Nous y sommes allés en groupe restreint, les 3 vice-présidents et moi-même. Nous avons travaillé les deux semaines précédentes avec les autres membres de l'équipe et les porteurs de projets.

Notre séance de travail à Paris a été très positive. Les deux mois à venir confirmeront, je l'espère, cette appréciation.

Mon premier objectif est évidemment une augmentation significative de la

dotation financière contractuelle. Nous ne le saurons pas avant février ou mars. C'est pourquoi le vote sur le budget 2007 est un vote en deux temps : un budget primitif sérieux et équitable qui permet aux services et aux composantes de s'engager dans l'année à venir et qui assure la totalité des besoins pour les personnels contractuels ; un autre temps budgétaire en mai prochain qui intégrera la part complémentaire du contrat, la partie réservée de la DGF et l'affectation des résultats du compte financier 2006.

Tout ceci peut apparaître compliqué mais les questions budgétaires ne sont jamais des questions simples lorsqu'il s'agit d'un aussi grand établissement que le nôtre !

N'y avait-il pas aussi un problème de calendrier : présenter un budget « politique » alors que tant de négociations sont en cours ?

Peut-être aurais-je dû attendre avant de présenter le budget, la confirmation de la DGF et des postes créés. En même temps je crois qu'il faut travailler dans la transparence avec les conseillers. D'autre part, le calendrier est arrêté par la loi : faute d'avoir adopté le budget au 1^{er} mars, il est confié au recteur, chancelier des universités, ce que jusqu'ici nous avons toujours refusé !

Ce que nous devons mesurer, c'est à la fois la chance et la difficulté de notre calendrier. Pour la première fois depuis longtemps, les conseils ont été renouvelés en même temps que la présidence. Il y a donc une équipe très engagée qui a un soutien politique total, puisque les conseils venaient d'être élus quand ils ont élu le président, les vice-présidents et les rapporteurs. Nous avons donc devant nous quatre années solides qui vont être les garantes d'une université forte, soudée autour d'un projet.

Parallèlement, à peine nommée, cette équipe a préparé la négociation du contrat d'établissement, la campagne d'habilitation de nos formations, le contrat de projet avec l'État, la région et les autres collectivités locales (CPER). Nous avons eu tout un ensemble de dossiers extrêmement lourds, dont l'ambition est réelle et l'enjeu déterminant pour les quatre années et bien au-delà.

Nous sommes maintenant dans la phase de négociation. « Nous », c'est-à-dire l'ensemble des chefs de projet, les vice-présidents et le président, nous sommes dans la stratégie, la préparation des premières négociations financières. C'est un agenda très chargé. En même temps, nous réfléchissons et « moulinons » sans arrêt des données pour savoir où nous en sommes et où nous voulons aller puisque dans ces négociations, il nous est demandé sans cesse quelle est la stratégie de développement de notre université.

Et ces indicateurs sont réconfortants pour certains, assez inquiétants pour d'autres. En deux ans, nous aurons perdu près de 12 % de nos effectifs étudiants. Prendre ces dossiers avec le sérieux et l'ambition nécessaires, c'est les prendre encore plus gravement avec cette chute d'effectifs.

Où allons-nous ? Toute notre énergie est consacrée à cette interrogation. Cette chute des effectifs est-elle simplement un effet de la démographie étudiante, un désintérêt passager pour notre université ou bien une perte d'attractivité durable de nos formations et de nos services ?

Etes-vous confiant sur le vote du budget le 16 janvier prochain ?

Ce vote appartient à chacune et chacun des membres du conseil d'administration. C'est leur responsabilité politique, en tant que conseillers d'établissement élus. Je considère que le budget que nous leur proposons est sérieux et transparent. Il ne faut se tromper ni de cible, ni de calendrier. Aujourd'hui, malgré la baisse des effectifs, l'université bénéficie d'une augmentation réelle des dotations ministérielles (DGF et postes de fonctionnaires). Ce n'est pas négligeable, loin s'en faut ! De plus, nous sommes optimistes pour la dotation du contrat.

Je n'imagine pas que notre activité se trouve bloquée aujourd'hui après tant d'efforts et avec tant de chantiers devant nous. Il y va de notre responsabilité budgétaire, c'est-à-dire de notre autonomie universitaire.

A mon sens, ce vote du budget, aujourd'hui indispensable, n'est pas contradictoire, mais complémentaire de notre détermination et de celle des syndicats pour obtenir davantage de moyens publics pour nos universités.

■ **CAMPAGNE D'HABILITATION**

Un grand changement structurel

Notre offre de formation est, elle aussi, en phase de négociation dans le cadre de la campagne d'habilitation.

Nous en sommes à la phase de la lettre d'échange avec le Ministère sur les diplômes nationaux. Nous ne pouvons pas revendiquer d'être un établissement public et ne pas répondre de manière solide aux indications des diplômes nationaux. Nous devons respecter les cadres nationaux qui vont habilitier ces diplômes.

Justement, ce respect n'est-il pas trop contraignant pour notre établissement ?

Pour le niveau Licence, il n'y a pas trop de problèmes. Lorsque les effectifs sont trop faibles, il faut savoir si nous maintenons les Licences concernées. S'il existe un véritable problème, c'est celui de la globalisation entre L1-L2 et les deux choix pour le L3 – Licence Générale ou Licence Professionnelle. C'est un grand changement structurel, puisque l'on introduit la notion de modèle « en Y », avec bifurcation.

Ce qui est certain, c'est que, à côté de la campagne d'habilitation, nous allons faire de la Licence l'une des priorités de l'établissement pour les quatre ans à venir.

Pourquoi ?

Parce que les indicateurs sont mauvais : taux d'abandon, taux d'échec, taux de réorientation. Nous avons là sur notre agenda de très gros efforts à faire en direction des étudiants et des étudiantes. Le projet d'établissement doit apporter sa part de réponse. Cela forme un tout : habilitier des Licences et aider à la réussite des étudiants sont indissociables.

Nous avons trois objectifs :

1. Informer et mieux accueillir l'étudiant, notamment au niveau du site internet, et l'assurer qu'avec son bac il peut s'engager dans ce niveau d'études.
2. Mettre en place un accompagnement étudiant, avec un enseignant référent. Faire en sorte que lorsqu'il arrive, l'étudiant ne soit pas perdu. Nous sommes dans un lieu, l'université, qui doit accueillir l'étudiant, s'intéresser à son devenir et l'aider à définir et à réaliser son projet d'études.
3. Insérer, faire en sorte que l'étudiant

glisse d'un projet d'études volontaire à un projet d'insertion professionnelle relativement défini. Au niveau Licence, toutes les forces de l'université doivent se rassembler. L'enjeu est énorme puisque deux tiers de nos étudiants sont inscrits en Licence...

Et le Master ?

Si au niveau Licence nous devons mieux accueillir et faire réussir l'étudiant, le Master doit rester notre force. Nous avons jusque-là reproduit le modèle de la Maîtrise et du DEA, avec un effet qui n'était pas à notre avantage : l'inflation des spécialités. Nous devons faire en sorte que pour tout étudiant le parcours M1 et M2 soient réellement un projet de spécialisation et de réussite. C'est là que nous retrouvons le maximum de compétences (Master Recherche, Master Professionnel, Agrégation...). Toutes les équipes pédagogiques se sont mobilisées, mais une grande partie a été surprise de la décision prise de créer une navette interne pour améliorer l'offre de formation.

Pourquoi cette « navette » maintenant ? Pourquoi ne pas l'avoir fait avant ?

Parce que nous ne pouvions réagir qu'à la lecture des projets déposés. Aujourd'hui notre offre de formation en Master, domaine par domaine, mention par mention, est riche et très attrayante... Sur proposition de la commission des formations et du CEVU, j'ai invité les responsables de mentions très proches, très voisines, à réfléchir ensemble sur la cohérence de leur offre de formation, mention par mention. Désormais nous allons vers quelque chose de mieux structuré, et j'ai déjà annoncé que si nous n'avions pas le niveau de satisfaction espéré à mi-parcours, des inflexions seront possibles avec l'accord bien sûr des conseils et des composantes.

Et quelle est votre vision au niveau du Doctorat, son articulation par rapport à la recherche ? Comment soutenir plus

efficacement le cheminement du doctorant ?

Il n'y a pas d'université sans recherche, il n'y a pas de recherche sans doctorat. Il faut le marteler. Nous ne pouvons pas revendiquer notre statut d'enseignant-chercheur si nous n'appuyons pas chacune de nos formations sur la recherche. Donc le doctorat, c'est évidemment la recherche. La réforme des écoles doctorales, le basculement des formations doctorales du côté des unités de recherche me renforcent dans mes convictions.

Le parcours « Doctorat » doit être l'une de nos ambitions. Cela doit être gratifiant de faire des études de doctorat à l'UTM. Il faut réfléchir sur la condition des doctorants, les allocations de recherche actuellement insuffisantes, sur la charte des thèses, les taux de réussite,

l'allongement de la durée du doctorat, sur la mobilité internationale, les séjours dans des laboratoires étrangers, l'incitation à publier pendant la préparation au doctorat, les « post-doc »...

Des points qui existent, mais qui existeraient mieux si nous nous organisions mieux.

Aujourd'hui, pour les écoles doctorales, une nouvelle accréditation est en cours. J'insiste auprès du Ministère pour que nous conservions nos trois écoles doctorales. Pour les conserver, il faut un projet ambitieux, un projet politique, scientifique et pédagogique : plus de transversalité, plus d'affirmation, plus d'expérimentation. Le projet très avancé du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) contient l'idée d'un parcours doctoral de site, avec un collège doctoral. Ce parcours devrait réunir de 5000 à 6000 doctorants.

■ **INSECURITE**

Un dossier lourd : l'insécurité est un problème à responsabilité partagée et il faut l'affronter.

Passons à un sujet plus quotidien, mais très préoccupant : l'insécurité. Les agressions, les vols sur notre campus sont en augmentation. Le personnel et les usagers doivent-ils se résigner devant un tel phénomène de société ? Faut-il accepter la banalisation de ce malaise ?

L'insécurité sur notre campus est un dossier lourd auquel je ne m'attendais pas en prenant mes fonctions de président. Je serai sincère. Ce sont des questions que j'évitais autant que je pouvais le faire par le passé. Aujourd'hui que je suis dans l'action et avec les autres membres du bureau, nous commençons à mieux appréhender cette question. En tant que président, la sécurité relève de ma responsabilité pénale et juridique. Un campus universitaire doit absolument régler ses problèmes d'insécurité. On ne peut pas d'un côté œuvrer pour des conditions de travail de qualité pour l'ensemble des personnels, avoir un projet de développement au plus haut niveau de notre établissement et de l'autre, subir des problèmes d'insécurité.

Aussi nous ne pouvons accepter que les problèmes d'insécurité se banalisent sans réagir. Il n'est pas question dans mon esprit d'une dérive sécuritaire, c'est évident, mais il est important de le réaffirmer. Nous devons donc être tous rassemblés face à ces difficultés.

En fait, ne serions-nous pas démunis devant ce problème ?

Nous menons un travail auprès des autorités, essentiellement de la ville, car ces questions sont liées au quartier, donc à la ville. Nous allons mieux travailler avec le quartier. Je n'apprécierais pas que l'on associe insécurité et habitants du quartier. Nous sommes dans un quartier, c'est le nôtre, et notre université est bien celle « du Mirail ».

Des réunions importantes ont eu lieu en juin et en juillet. En septembre, les services de notre établissement, l'équipe présidentielle et les responsables politiques et techniques de la mairie se sont rencontrés, alors que nous avions au même moment des problèmes d'insécurité sur le campus ! Cela a marqué les esprits sur deux points.

L'insécurité est un problème à responsabilité partagée et il faut l'affronter, non comme un problème provisoire, mais un problème durable. Notre établissement se sent fragilisé au milieu d'une société dans laquelle la violence prend une place qu'aucun d'entre nous n'aurait imaginée. Nous avons à vivre avec et dans cette réalité. Ce qui ne signifie pas l'accepter.

Cette idée de responsabilité partagée implique une méthode de travail nouvelle...

Avec l'équipe présidentielle, nous prenons le problème de manière sérieuse et peut-être plus globale. Nous déposons, dans les jours qui viennent, un dossier « Insécurité », auprès des autorités, qui est un appel solennel et une demande de moyens bien sûr, mais surtout de réflexion. Comment procédons-nous ?

Nous avons analysé tous les délits sur le campus et aux alentours depuis le début de l'année à travers une cartographie des délits : vols, dégradations et agressions. Il faut considérer que depuis la fin du mois d'août les agressions sur personne ont augmenté, suivies des dégradations. Nous avons eu, le 19 décembre dernier, une première réunion avec l'ensemble des autorités publiques, uniquement consacrée à l'insécurité sur notre campus.

...et cette méthode devrait se traduire en actions ?

Une grande partie de nos actions relève

de la sécurité passive. Elle ne saurait se dissocier de notre détermination à mieux sérier les faits et leurs causes. Il nous faut travailler sur plusieurs dossiers en même temps : les personnels, les moyens d'alarme, les comportements des personnes, la circulation sur le campus.

Vous n'ignorez pas qu'une agression a des conséquences psychologiques importantes chez la victime, souvent réduite au silence, tellement sa douleur est pesante.

Avez-vous un message particulier à adresser dans ce sens ?

A toutes les personnes qui ont fait l'objet de délits ou d'agressions, j'exprime ma totale solidarité et ma plus profonde préoccupation. Nous allons mieux avancer sur cette difficile et grave question.

Nous n'allons pas résoudre tout, tout de suite, mais avancer progressivement sans pour autant entrer dans un campus « sécurisé » au plus haut niveau.

Il faut arriver à trouver une voie intelligente entre l'ouverture que doit avoir une université et la sécurité de la population. Voilà pourquoi je n'ai pas communiqué sur ce dossier de manière intensive, afin d'éviter toute dérive sécuritaire et toute altération des valeurs qui sont les miennes et, je le sais, les nôtres. En même temps, une rupture est nécessaire car on ne saurait se résoudre à l'idée que « travailler et faire ses études au Mirail, c'est dangereux ».

■ PATRIMOINE

Un projet prometteur d'une refondation de notre Université

Deux gros chantiers, deux trous, occupent l'entrée de notre campus. Ils semblent être camouflés par des palissades. Où en est-on ?

Vous parlez des deux bâtiments à construire, la Fabrique Culturelle et l'Université Ouverte dont la maîtrise d'ouvrage est extérieure l'université. La Fabrique Culturelle relève de la communauté d'agglomération qui est quasiment prête à engager les travaux. Les grues et les camions arrivent.

Vous allez les entendre suffisamment pour regretter les grands trous et leur silence!

Le second trou, c'est celui de l'Université Ouverte. Un cas plus difficile car nous avons des problèmes techniques entre le projet, son ambition et les enveloppes financières qui ont été votées et arrêtées. Nous souffrons du caractère infructueux de certains appels à marché public. Cela retarde le dossier. Le risque serait que le bâtiment sorte et que notre projet ne soit pas prêt. Les trois bâtiments

programmés, Fabrique Culturelle, Université Ouverte et la première tranche de l'UFR des Langues, arriveront demain.

A nous d'être prêts pour que la livraison de ces nouveaux bâtiments soit l'occasion pour nous de transformer totalement notre université. Je l'ai déjà dit dans plusieurs réunions internes : profitons de ces occasions qu'on nous accorde avec des investissements immobiliers à une telle hauteur. Développons de beaux projets qui nous permettent de faire en sorte que la reconstruction soit le moment

d'une refondation de notre université. J'ai dit la même chose lorsque j'ai tenté de convaincre les partenaires du Contrat de Plan Etat Région 2007-2013 de mieux financer les reconstructions. Nous sommes sur une enveloppe que nous n'espérons pas, plus de 65 millions d'euros. Nous sommes contents de ce soutien. Mais pour l'obtenir, dans chaque réunion, j'ai affirmé que ce serait l'occasion d'une refondation.

A nous d'investir les nouveaux bâtiments avec un projet universitaire prometteur du 21^e siècle.

■ PRES

« Université de Toulouse » : une coopération réussie

Il est d'usage de demander à l'interviewé quelle question il aimerait qu'on lui pose encore, au final...

J'aimerais parler du PRES ! Le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur est un beau projet. Au départ, le projet du gouvernement était de nous inciter à faire une politique de site autour de pôles de recherche et d'enseignement supérieur, pour y mettre nos joyaux qui échapperaient du coup aux établissements. La volonté des établissements toulousains a été de faire un PRES de coopération.

Faire mieux ensemble ce que l'on faisait jusque-là seul... C'est donc cette logique qui s'est imposée à nous : chaque fois qu'on se dit qu'il suffit d'être ensemble pour que le développement universitaire soit meilleur, alors faisons-le ! Nous avons commencé nos réunions en nous posant cette question : avons-nous réellement envie de faire quelque chose ensemble ? Personne ne pariait sur la capacité des universités toulousaines à coopérer. Nous sommes au terme du vote de la convention constitutive. Chaque établissement a voté, donnant son accord pour constituer ce Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur que nous avons baptisé « Université de Toulouse ».

Ce beau projet aura officiellement été annoncé le 8 janvier par le Ministère. Nous avons créé ce PRES « Université de Toulouse », non dans une logique

de fusion, mais de coopération et de construction collective. On mettra dans le PRES le collège des écoles doctorales, les parcours doctorants, mais nous gardons nos diplômés !

Le PRES sera ce que tous ensemble nous désirerons en faire : améliorer la vie étudiante, développer des projets universités-région, comme la diffusion scientifique et technique, l'université de tous les savoirs, l'université numérique. Je répète à chaque fois que faire le PRES ce n'est pas perdre des choses, puisque c'est nous, c'est l'ensemble composé de chacune de nos universités. Pour éviter toute dérive chaque université dispose d'un droit de veto. C'est donc un très beau projet, puisqu'il s'agit de fonder la communauté scientifique de Toulouse. Un beau projet auquel notre université aura su prendre toute sa part !

Un dernier mot ?

Oui bien sûr ! Je voudrais terminer en présentant à chaque membre de l'université mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année. Qu'elle soit une année de progrès, de bonheur et de reconnaissance ! Notre université doit se développer, mais elle ne saurait le faire sans l'aide, le soutien et la participation de chaque membre de son personnel.

Un grand merci pour cet engagement au service de nos étudiants et de nos missions de service public et une très bonne année 2007.



Le journal de
l'équipe présidentielle

édité par
le Service d'Information
et de Communication de
l'Université de
Toulouse-Le Mirail



Directeur de la
publication :
Daniel FILÂTRE

Directeur de la rédaction :
Michel LEHMANN

Conception du projet et
secrétariat de rédaction :
Marie-Claude FARCY

Conception graphique et
mise en page :
Laurence SCHMITT

Photos : Daniel AVRIL

La reproduction des
textes, illustrations et
photographies, partiellement
ou dans leur totalité, est
interdite, sauf accord
préalable de la rédaction.

UNIVERSITÉ
DE TOULOUSE
LE MIRAIL

